



ÉNA/INSP :

LA COLÈRE MONTE !

COMMUNIQUÉ — MONTREUIL > 8 JUIN 2022

LE 31 MAI 2022, à l'appel des élèves de l'ÉNA/INSP, l'UFSE-CGT déposait un préavis de grève pour le 9 juin 2022.

Rencontré le 31 mai 2022, le ministre de la transformation et de la fonction publiques, Monsieur Stanislas Guérini, assurait à la CGT, que deux réunions de travail se tiendraient les 7 et 8 juin prochains.

Le format de ces réunions de travail reste nébuleux, puisque la seule organisation syndicale à avoir déposé le préavis de grève en soutien aux élèves de l'ÉNA/INSP n'a pas été associée.

Par ailleurs, cet institut de formation de hauts fonctionnaires dispose d'un conseil d'administration et ses membres représentants des organisations syndicales n'ont pas non plus été associés.

Le monologue social se poursuit et le gouvernement n'a nullement changé ses méthodes.

Pour rappel:

Tout en subissant en 10 ans une réduction de 20 % de ses effectifs, de 25 % de ses moyens et de 25 % de la durée de la scolarité, l'ÉNA a modifié successivement les concours d'entrée, le déroulement de la scolarité et la procédure de sortie et d'affectation des élèves.

À peine ces réformes se mettaient en place que le président de la République décidait brutalement de supprimer cette école en mars 2021 pour la transformer en INSP, bouleversant une fois de plus son organisation et son fonctionnement, dans un contexte d'impréparation totale et de désignation de l'ÉNA comme étant le bouc émissaire de l'inertie des pouvoirs publics.

Résultats:

► Les élèves de l'INSP se retrouvent souvent livrés à eux-mêmes durant leur scolarité, en particulier en stage, sans encadrement suffisant, ce qui génère de la souffrance au travail et plusieurs arrêts maladie;

► Les épreuves de classement de sortie sont menées dans l'improvisation, sans concertation avec les élèves et dans un climat d'insécurité juridique;

► Plus grave encore, les postes dans l'administration offerts aux élèves à la sortie de l'institut sont dévalorisés, en particulier dans les services régionaux de l'État, alors que, dans le même temps, le gouvernement réserve une partie des postes d'encadrement à des agents contractuels qui sont ainsi recrutés sans concours.

La CGT réitère son soutien plein et entier aux élèves de l'ÉNA/INSP comme elle l'a fait au titre de la mobilisation des personnels du ministère des affaires étrangères.